

**Questions de politiques.** La principale question est de savoir si la politique gouvernementale a facilité ou obstrué le changement structurel bénéfique de l'économie. Si l'on permet aux mythes énoncés plus haut d'obscurcir les réalités, les décideurs et les bureaucrates risquent de ne pas formuler les politiques commerciales tournées vers l'avenir qui sont nécessaires pour assurer la réussite du Canada. On court le danger que des lobbies d'intérêts sectoriels bien implantés puissent indûment influencer le processus d'élaboration des politiques. Un tel résultat nuirait aux secteurs qui ont de plus en plus d'importance pour une économie canadienne en évolution rapide.

Si l'on suppose que le passage vers des activités intensives de connaissances va se poursuivre,

- les **politiques intérieures** du gouvernement devraient viser à éliminer ou à réduire au minimum les distorsions qui pourraient empêcher les forces concurrentielles du marché de répartir les ressources au Canada;
- les règlements et les obstacles qui entravent l'accès au marché canadien devraient être abolis;
- des économies et des investissements privés plus importants amélioreront les investissements de qualité et accroîtront la productivité des travailleurs et des entreprises, y compris des exportateurs, au Canada.

Les importations sont bénéfiques non seulement parce qu'elles élargissent l'éventail de choix des consommateurs, mais aussi parce que les importations intensives de connaissances sont assorties de nouvelles technologies et d'un nouveau savoir-faire qui peuvent servir d'intrants pour les biens et services de haute technologie, sur le marché intérieur comme sur le marché des exportations. Toutefois, seuls les exportateurs canadiens qui sont concurrentiels et réussissent seront en mesure de soutenir et de créer des emplois au Canada.

- Une **politique commerciale** saine et axée sur l'extérieur aidera les entreprises canadiennes à demeurer compétitives et aptes à soutenir la concurrence sur les marchés internationaux.

Un programme efficace d'**expansion du commerce** devrait concorder avec la composition en évolution des exportations canadiennes. Il pourrait